

Face à l'horaire continu dans l'école primaire, les communes sont dans le flou

Enseignement Tant qu'Anne Hiltbold ne précise pas le cadre privilégié pour la réforme scolaire, les communes sont dans l'expectative.

Rachad Armanios

C'était une promesse de campagne d'Anne Hiltbold: afin de faciliter la conciliation entre vie professionnelle et familiale des parents, celle qui prendra par la suite les rênes de l'Instruction publique proposait d'instaurer à l'école primaire un horaire continu – école jusqu'en début d'après-midi, puis des activités parascolaires l'après-midi.

Alors que la mi-législature est déjà passée, la magistrate n'a pas dévoilé les contours du projet, mais elle a indiqué qu'elle repoussera d'un an les tests qu'elle entendait mener dès la rentrée prochaine dans certains établissements. La raison? Trouver un accord avec les multiples partenaires concernés prend du temps, fait savoir Julien Thorens, porte-parole du Département de l'Instruction publique (DIP). Quelles sont les difficultés? Qui prendrait en charge le coût de la réforme? Notre demande d'interview de la conseillère d'État a fait chou blanc.

Président de l'Association des communes genevoises, Martin Staub a positivement accueilli le report du projet. Il confiait à la «Tribune de Genève»: «Pour une telle réforme, y compris pour un projet pilote, le cadre doit être solidement posé. Nous voulons comprendre pour qui on veut la faire, pourquoi, à quel prix et comment.» Le président souhaite que les communes puissent adopter une position de principe en toute connaissance de cause. Dit autrement, elles sont encore dans le flou.

Grand mystère

Selon une estimation, le coût de la réforme pour le Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (Giap) serait de 80 ou 90 millions de francs, tablant sur une extension du temps d'accueil et une hausse de



L'école primaire des Eaux-Vives, en ville de Genève, pratique déjà l'horaire continu. Laurent Guiraud

la fréquentation. Mais sans intégrer les probables coûts pour les locaux, dont la disponibilité reste un grand mystère.

Alors que le parascolaire est à la charge des communes, cette potentielle ardoise a de quoi les refroidir. D'autant que le calcul, mathématique, ne tiendrait pas non plus compte de la volonté de la magistrate d'étoffer l'encadrement de l'après-midi avec

des activités sportives ou culturelles, en misant sur le tissu associatif et les écoles de musique.

Fracture sociale

Or ces cours ne sont pas gratuits. Les associations subventionnées devront étoffer leurs prestations et pourraient soit augmenter leurs tarifs, soit demander davantage de subventions aux communes.

Le risque, entend-on, serait aussi de favoriser une fracture sociale, entre les enfants à qui les parents pourront offrir des cours de tennis, de violon ou de mandarin, et ceux qui en resteront à l'encadrement de base.

Or, actuellement, en plus de devoir absorber une hausse constante de la fréquentation, le Giap est en pleine réforme pour

augmenter sa qualité et le niveau de son encadrement. La crainte existe que l'extension de l'horaire parascolaire engendre une baisse globale de qualité.

À ces réticences, s'ajoute la question du pourquoi de la réforme. Aujourd'hui, les parents qui travaillent peuvent déjà bénéficier d'une prise en charge de 8 h à 18 h de leur enfant quatre jours par semaine. Pour vraiment

les aider, le parascolaire devrait se déployer le mercredi matin pour les 1P-4P.

Horaire scolaire raccourci?

Par ailleurs, l'idée d'offrir plus de temps l'après-midi pour étoffer des activités ludiques, culturelles ou sportives est en soi enthousiasmante. Mais avec des locaux trop petits, il faudra faire manger les enfants au pas de charge après avoir concentré l'école sur une plage horaire matinale plus longue, s'inquiète-t-on.

«Pour une telle réforme, y compris pour un projet pilote, le cadre doit être solidement posé. Nous voulons comprendre pour qui on veut la faire, pourquoi, à quel prix et comment.»

Martin Staub

Président de l'Association des communes genevoises.

Reste une crainte: que le Canton en profite pour diminuer l'horaire scolaire. Un argument circulerait: Genève est le canton qui, en primaire, a l'horaire scolaire le plus long. Moins d'école et davantage de parascolaire: rumeur ou piste de travail? L'idée est en tout cas politiquement clivante.

Dans ce contexte, il est probable que les communes cherchent à proposer une réforme moins ambitieuse. Il semble que les discussions sur l'horaire continu ne fassent que commencer.